

Déclaration de politique étrangère 2021

M. le Président,

Je voudrais commencer la déclaration de politique étrangère de cette année par dire une chose que nous tenons tous comme évidente.

La politique est importante.

Cela fait 100 ans cette année que les femmes ont pour la première fois pu exercer leur droit de vote dans une élection législative. Ce tournant a fait de la Suède une démocratie. La démocratie est une chose que nous tenons pour acquise, cependant, une majorité de la population mondiale se la voit refuser.

Le gouvernement agit en faveur d'un ordre mondial basé sur le droit international où les règles et accords prévalent à la loi du plus fort. Notre ligne de politique sécuritaire claire, une aide au développement solidaire, des investissements pour le climat et l'environnement, une politique étrangère féministe et une politique commerciale forte, nous permettent non seulement de protéger notre propre pays mais contribuent également à la paix, à la sécurité et au développement ainsi qu'à la démocratie à travers le monde.

M. le Président,

La pandémie de la COVID a coûté la vie à plus de deux millions de personnes à travers le monde.

La Suède a œuvré en faveur d'un accès mondial équitable aux vaccins contre la COVID-19. Par le biais de l'UE, nous faisons partie de l'initiative de coopération COVAX. L'UE a mobilisé 853 millions d'euros pour COVAX, ce qui en fait le plus grand donateur. La Suède a contribué à hauteur de 200 millions de SEK et participe aux efforts permettant de renforcer l'accès de COVAX aux stocks de vaccins.

Afin d'assurer l'accès aux stocks de vaccins aux pays de l'espace économique européen, la Suède s'est engagée à vendre les vaccins à la Norvège, l'Islande et la Suisse.

M. le Président,

En 2021 la Suède préside l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et défend l'ordre de sécurité européen basé sur le droit international et la charte des Nations Unies. Nous voulons mettre en exergue le lien que l'OSCE a établi entre respect de la démocratie, droits de l'homme et État de droit et sécurité au sein des États et entre ceux-ci.

Les conflits non résolus au Haut-Karabakh, en Ukraine, en Géorgie et Transnistrie sont des exemples des conséquences du non-respect de l'ordre de sécurité européen. Ce sont des défis qui affectent également la Suède.

M. le Président,

L'UE est la plus importante enceinte de politique étrangère et de sécurité de la Suède. Dans un monde où règne l'incertitude, l'UE doit être une voix forte en faveur de la paix, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit.

Le bon fonctionnement de l'UE est une condition préalable à la prospérité de la Suède. L'essentiel de notre commerce se fait avec d'autres pays membres de l'UE et, au niveau européen, nous pouvons renforcer la transition vers une économie verte et protéger les emplois.

L'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le Royaume-Uni jette les bases d'un partenariat futur majeur. Le gouvernement entend renforcer la relation de la Suède et de l'UE avec le Royaume-Uni, y inclus les domaines de politique étrangère et de sécurité.

La coopération nordique est importante, cependant, elle subit de lourdes épreuves durant la pandémie de la COVID-19. La coopération avec les États baltes est également de grande importance pour notre région et pour la sécurité commune. Le gouvernement a présenté une nouvelle stratégie pour la région arctique.

Les pays des Balkans occidentaux sont une part importante du voisinage de l'UE.

La Turquie joue un rôle clé pour l'UE. Nous soutiendrons les forces démocratiques en Turquie et seront clairs dans notre critique des violations des droits de l'homme dans le pays et des agissements de la Turquie dans son voisinage.

Les Nations Unies restent une pierre angulaire de la politique étrangère de la Suède et nous continuons d'y être une voix influente.

Dans le cadre du suivi de la déclaration de commémoration du 75^e anniversaire des Nations Unies – adoptée suite aux négociations menées par la Suède et le Qatar – nous avons montré qu'il est possible de s'entendre sur une voie à suivre qui soit ambitieuse pour le renforcement des Nations Unies.

Les actions des Nations Unies pour alléger la souffrance et prévenir la faim ne peuvent être surestimées. En tant qu'un des plus importants donateurs du monde la Suède soutient le travail des Nations Unies dans plusieurs crises humanitaires. Le prix Nobel de la paix de l'année dernière a été attribué au Programme alimentaire mondial – une preuve que le travail des Nations Unies compte.

M. le Président,

La politique étrangère et de sécurité de la Suède repose sur la cohésion dans l'UE et la coopération sur un large front : dans les régions nordiques et de la mer Baltique, au sein des

Nations Unies et de l'OSCE et avec l'OTAN. Un lien transatlantique fort est important pour la sécurité de l'Europe et des États-Unis.

La Suède ne restera pas passive si un pays membre de l'UE ou un pays nordique est touché par une catastrophe ou une attaque. Nous nous attendons à ce que ces pays agissent de même si la Suède était touchée. Nous devons de ce fait être à même d'apporter et de recevoir du soutien, qu'il soit civil ou militaire.

La politique de sécurité de la Suède demeure fermement en vigueur. Notre non-participation aux alliances militaires nous est bénéfique et contribue à la stabilité et la sécurité dans l'Europe du nord. Ceci exige une politique étrangère et de sécurité active, large et responsable associée à une coopération de défense renforcée – particulièrement avec la Finlande – et des capacités de défense nationale crédibles. Nous contribuerons à une stabilité et une sécurité de long terme dans notre région de l'Europe.

La situation sécuritaire dans le voisinage de la Suède et en Europe s'est détériorée au fil du temps. En réponse à cette évolution, un investissement historique dans la défense totale est engagé et nous poursuivons le renforcement de notre coopération internationale de politique de défense et de sécurité.

Par notre participation à des opérations civiles et militaires dans des pays tels que l'Afghanistan, l'Iraq, le Mali et l'Ukraine, la Suède contribue à la sécurité, à la prévention des conflits et à créer les conditions pour un développement durable. Cet engagement est un élément majeur de notre politique de sécurité fondée sur la solidarité qui contribue à la sécurité commune.

M. le Président,

Il est plus important aujourd'hui qu'il ne l'a été depuis longtemps de mener une politique étrangère féministe pour promouvoir les droits des femmes et des filles. Plusieurs pays ont suivi l'exemple de la Suède.

Le gouvernement a accordé un soutien additionnel s'élevant à plus de 260 millions de SEK pour contrer les effets de la pandémie sur les activités liées, notamment, aux droits et à la santé sexuels et génésiques.

La Suède assume un rôle de premier plan au sein de la coalition mondiale d'action sur la justice et les droits économiques. La Suède œuvrera pour l'autonomisation économique des femmes et des filles, y inclus par le biais de l'introduction de réformes sociales et économiques et de l'égalité des genres sur le marché de l'emploi.

L'agenda Femmes, paix et sécurité est une priorité majeure de la présidence suédoise de l'OSCE.

M. le Président,

La pandémie actuelle affecte notre travail consulaire. Durant le printemps 2020, le travail consulaire du ministère des affaires étrangères a permis de rapatrier environ 9 000 suédois bloqués à l'étranger, par le biais de 400 transports.

Les services extérieurs suédois œuvrent sans relâche et de manière intensive sur les cas consulaires les plus complexes. Nous avons toujours à l'esprit l'intérêt supérieur de l'individu et n'abandonnerons jamais nos efforts.

M. le Président,

Les États-Unis ont élu un nouveau président dont les déclarations sur la coopération avec les alliés et partenaires sont importantes pour la Suède et l'UE.

Il y a de nombreux domaines dans lesquels nous pouvons renouveler et approfondir notre coopération, tels que la politique de sécurité et le multilatéralisme, le commerce, la transition vers une économie verte et les nouvelles technologies, la démocratie et l'égalité des genres, y inclus la santé et les droits sexuels et génésiques.

Le gouvernement entend adopter de nouvelles stratégies pour la coopération au développement en Amérique latine durant le premier semestre de 2021.

Le gouvernement évalue les conséquences des manifestations au Chili et les efforts d'élaboration d'une nouvelle constitution.

La Suède œuvre, par le biais de l'UE et des Nations Unies, à soutenir une solution politique négociée au Venezuela.

M. le Président,

Le gouvernement défend la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et le droit de chaque pays de choisir l'orientation de sa politique de sécurité. L'agression de la Russie contre l'Ukraine et son annexion de la Crimée sont inacceptables. Ces violations du droit international compromettent l'ordre sécuritaire européen et motivent la poursuite des sanctions contre la Russie.

Là où nous avons des intérêts communs, nous pouvons et devons coopérer avec la Russie. Un exemple en est le Conseil des États de la mer Baltique, au sein duquel la coopération avec la Russie fonctionne bien. Nous restons en même temps préoccupés par l'évolution négative en matière de droits de l'homme et d'espace accordé à la société civile en Russie et nous condamnons les violations du droit international et les empoisonnements.

Les élections frauduleuses et les abus violents commis par le régime du Bélarus sont inacceptables. Conjointement avec les autres États membres de l'UE, nous avons introduit des sanctions ciblées contre les responsables.

Les défis qui ont marqué le voisinage oriental de l'UE durant la dernière année rendent l'engagement de l'UE dans la région, par le biais du partenariat oriental, plus important qu'il ne l'a été depuis longtemps.

M. le Président,

Il y a un an je me suis rendu au Yémen. L'engagement de la Suède y était clairement apprécié. La Suède continue d'apporter une aide humanitaire conséquente à la population du Yémen durablement éprouvée et soutient le processus de paix sous l'égide des Nations Unies.

Le conflit en Syrie reste une des plus graves crises mondiales. La voie vers la paix en Syrie passe par une solution politique.

Le gouvernement attache une grande valeur aux relations avec Israël et la Palestine. La Suède collabore avec l'UE en faveur de la reprise de négociations sérieuses entre Israël et la Palestine ainsi qu'une résolution fondée sur le droit international dans laquelle deux États peuvent coexister dans la paix et la sécurité.

La préservation de l'accord nucléaire avec l'Iran est essentielle à la non-prolifération et à la situation sécuritaire au Moyen-Orient. L'Iran doit à nouveau s'y conformer pleinement et les États-Unis y adhérer à nouveau. Nous soulignons également la gravité de la situation des droits de l'homme en Iran.

La Suède est depuis longtemps pleinement engagée en faveur de la paix, de la démocratie et du développement en Afrique. En Éthiopie, le conflit dans le Tigré menace d'affaiblir le développement démocratique du pays avec des conséquences s'étendant dans toute la région. Au Soudan, la transition politique se poursuit avec un gouvernement civil de transition après 30 ans de régime autoritaire.

La situation sécuritaire au Sahel est très préoccupante. En août, un coup d'État a eu lieu au Mali. Un gouvernement de transition est maintenant en place et des élections générales doivent se tenir en 2022. La Suède contribue à la sécurité et au développement au Sahel.

M. le Président,

L'importance croissante de l'Asie est synonyme d'opportunités pour le commerce et l'investissement, les technologies vertes et l'innovation. Le gouvernement développe sa coopération avec des pays tels que l'Inde, le Japon et la Corée du sud. La Suède a également un rôle majeur à jouer dans la résolution des conflits et le désarmement sur la péninsule coréenne. Le coup d'État au Myanmar est inacceptable et le gouvernement le condamne.

L'importance internationale de la Chine affecte de plus en plus la Suède et les intérêts de la Suède. La Suède et l'UE voient des enjeux mondiaux que nous ne pourrions résoudre que conjointement avec la Chine – tels que les changements climatiques, la santé et des règles de libre-échange efficaces et justes. Tout en préservant l'importance de la coopération, nous agissons contre les activités qui représentent une menace sécuritaire envers la Suède et les entreprises suédoises. Nous entretenons un dialogue franc et ouvert avec la Chine, au sein duquel les droits de l'homme et la liberté d'expression représentent des aspects majeurs.

Le gouvernement est particulièrement préoccupé par la réduction de l'espace démocratique à Hong Kong. Les droits de l'homme doivent être respectés pour les habitants de Hong Kong.

La Suède doit approfondir sa connaissance de la Chine. Le centre national de connaissance de la Chine a débuté ses activités en janvier de cette année.

Le gouvernement se réjouit de la coopération commerciale accrue avec la Chine et salue l'accord global UE-Chine sur les investissements.

M. le Président,

Il est inquiétant que la démocratie soit mise à mal dans de nombreuses régions du monde. L'augmentation des tendances autoritaires est souvent liée à des disparités économiques et sociales.

Par le biais de l'initiative Drive for Democracy, 600 activités ont bénéficié à 1,7 millions de personnes. Nous avons tenu 70 discours sur la démocratie, en mettant à disposition une plateforme pour la société civile, les membres des syndicats, les personnes LGBTIQ et les défenseurs des droits des femmes. L'aide suédoise pour la démocratie a été renforcée ces dernières années.

Internet a offert de nouvelles possibilités de participer à la démocratie, mais cela a également ouvert la voie à ceux qui entendent réduire la démocratie et la liberté d'expression. C'est pourquoi le gouvernement va initier un dialogue avec les fournisseurs de plateforme afin de discuter de la manière de travailler avec la société civile pour combattre les menaces et la haine, renforcer la démocratie et protéger les droits de l'homme sur Internet.

L'antisémitisme sur les réseaux sociaux est un des thèmes majeurs qui sera abordé au Forum international de Malmö sur la mémoire de l'holocauste et la lutte contre l'antisémitisme.

Afin de lutter contre la réduction de l'espace pour les organisations syndicales, le ministère des affaires étrangères entend mettre en œuvre des initiatives de formation dans ce domaine. L'initiative suédoise du Global Deal promeut des relations saines sur le marché du travail.

Le crime organisé est un défi majeur pour notre société. La violence qui s'exprime par les fusillades et les explosions n'en est qu'un aspect. Ce type de crime a souvent des ramifications internationales bien établies.

Des travaux sont en cours pour déterminer la manière dont nos missions à l'étranger peuvent appuyer les autorités chargées de l'application de la loi. Cinq ambassades ont été spécialement chargées de développer la capacité des services extérieurs suédois.

M. le Président,

La menace nucléaire est un enjeu crucial. L'Initiative de Stockholm est une des initiatives politiques majeures pour le désarmement nucléaire.

La décision des États-Unis et de la Russie de prolonger le nouveau traité START sur le désarmement est particulièrement bienvenue. Le monde ne peut pas se permettre une nouvelle course à l'arme nucléaire.

Il y a tout juste un mois, le traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur. J'ai écrit aux Nations Unies afin de réaffirmer l'intention de la Suède d'y participer en tant qu'observateur.

La politique de désarmement de la Suède doit à l'avenir continuer de reposer sur une base solide de connaissances. À cette fin, un centre national de la connaissance pour la recherche sur le désarmement nucléaire a été établi à l'université d'Uppsala, à l'initiative du gouvernement.

Nous devons éviter un scénario futur avec des systèmes d'armes létales autonomes (SALA) non conformes au droit international. Avec pour objectif une interdiction internationale efficace, la Suède participe activement à l'important travail mené dans le cadre de la Convention sur certaines armes conventionnelles.

La Suède prendra la tête de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. C'est notre feuille de route vers un monde plus fort, plus résilient et plus durable. Le gouvernement poursuit ses efforts de promotion de la responsabilité sociale des entreprises sur le plan international.

L'aide suédoise au développement est efficace et de renommée mondiale et le gouvernement reste attaché à son objectif de un pourcent du RIB.

M. le Président,

La crise climatique, la perte de la biodiversité et la dégradation et la pollution des océans de la planète sont des enjeux mondiaux et transnationaux qui nous affectent tous. Ils menacent d'altérer de manière irréversible les conditions de vie de l'humanité, d'amplifier la famine et d'accroître le nombre de conflits et pandémies à travers le monde.

L'année prochaine, la Suède accueillera la réunion internationale de haut-niveau Stockholm+50.

Nous continuerons de montrer la voie par le biais de notre propre transition vers une société sans énergies fossiles grâce à notre diplomatie climatique.

Le gouvernement a chargé l'Agence suédoise pour le développement international (Asdi) de renforcer les efforts visant à promouvoir une utilisation durable de la biodiversité.

M. le Président,

Le gouvernement renforce la promotion des investissements stratégiques en Suède afin d'accroître notre compétitivité. La Suède devrait œuvrer au renforcement du lien entre l'Accord de Paris et le commerce. La politique commerciale de la Suède devrait contribuer à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris ainsi qu'à un développement durable et une transition vers une économie verte.

Fortes de leur présence internationale, les entreprises suédoises jouissent non seulement de grandes opportunités mais elles ont également une responsabilité d'encourager le respect des droits de l'homme. Nous mettrons en lumière la manière dont les cadres réglementaires internationaux pour les crédits à l'exportation doivent contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux de développement durable et de l'Accord de Paris.

Un facteur clé de la réponse à la pandémie a été d'assurer l'accès au personnel, aux équipements et aux médicaments. Pour cette raison, le bon fonctionnement du marché unique garantissant la liberté de circulation et le libre-échange est essentiel.

M. le Président,

J'ai ouvert la déclaration de politique étrangère de cette année en regardant vers le passé, laissez-moi donc conclure en me tournant vers l'avenir. Nous avons face à nous une décennie de possibilités.

Les avancées technologiques se manifestent dans la transition vers une économie verte et dans l'élaboration de vaccins à une vitesse record. Les progrès sociaux ont généré un accroissement de la prospérité mondiale permettant à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Ce qui doit suivre maintenant c'est une transformation politique, car sans la politique et sans la démocratie et la liberté des peuples, les avancées technologiques et les progrès sociaux resteront vains.

Permettez-moi donc de conclure par un extrait de la lecture de la poétesse américaine Amanda Gorman, lors de l'investiture de Joe Biden aux États-Unis.

« Mais si la démocratie peut être périodiquement retardée, elle ne peut jamais être définitivement supprimée. Dans cette vérité, dans cette foi, nous avons confiance, car si nous avons les yeux tournés vers l'avenir, l'histoire a ses yeux sur nous. »